



En fait de « règle d'or », une « chape de plomb » Quelques remarques sur les annonces Fillon

1. Le premier ministre néglige la gravité de la situation :

Etaient absents dans ses propos, notamment :

- hausse du chômage (le ministre du travail va annoncer ce soir une nouvelle hausse du chômage au mois de juillet)
- baisse de la consommation au deuxième trimestre
- stagnation de l'économie (croissance zéro) au deuxième trimestre

Il faut rappeler que la production industrielle est aujourd'hui 10% en deçà de son niveau de 2008. De ce point de vue, l'absence du ministre de l'industrie à la conférence de presse du premier ministre n'est pas anodine.

Le PIB est aussi en deçà de son niveau d'il y a trois ans.

Il faut aussi rappeler que Nicolas Sarkozy avait promis que la France allait regagner un taux de croissance économique de 3 % ; le taux prévu pour cette année et l'année prochaine est moitié moins que cette promesse.

2. Le premier ministre ne le cache pas : son objectif est de donner des gages aux marchés financiers.

Mais son plan affaiblit les « amortisseurs » (notre modèle de protection sociale) qui ont relativement protégé la France dans la récession économique.

3. La conférence de presse du premier ministre n'est qu'une opération de communication.

En annonçant quelques mesures apparemment radicales, il veut en fait justifier la politique désastreuse du gouvernement qui a provoqué des dégâts considérables pour les salariés, les privés d'emploi et les retraités.

Il dit que 83 % des efforts seront demandés aux entreprises et riches.

En réalité, les riches, les propriétaires et actionnaires des entreprises vont continuer de profiter d'énormes avantages.

- **Heures supplémentaires**

Le gouvernement veut intégrer les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires dans les exonérations générales de cotisations sociales (il s'agit des exonérations générales sur les bas salaires, jusqu'à 1,6 fois le Smic, appelées aussi exonérations Fillon).

Selon le gouvernement, cette mesure rapporterait 600 millions d'euros aux caisses de la Sécurité sociale.

Deux remarques :

1°) Ce chiffre doit être comparé avec les 31,5 milliards d'exonérations Fillon dont profitent les entreprises.

Ce chiffre doit aussi être comparé avec l'ensemble des aides et exonérations accordées aux entreprises par l'Etat et les collectivités territoriales qui est de l'ordre de 170 milliards d'euros.

2°) Au deuxième trimestre, il y a eu 186 millions d'heures supplémentaires. C'est l'équivalent de 100 000 emplois annuels.

Les heures sup défiscalisées équivalent donc à 400 000 emplois par an. Supprimer cette mesure permettrait de réduire le chômage et de créer quelques centaines de milliers d'emploi.

Impôt exceptionnel sur les plus riches

Cet impôt exceptionnel devrait rapporter 200 millions d'euros. C'est rien par rapport à ce que les riches ont obtenu grâce à Sarkozy-Fillon depuis 2007.

Rien que la baisse de l'ISF (en pleine crise économique et sociale) a rapporté plus de 2 mds d'euros aux plus riches. Les riches restent donc largement gagnants.

Il faut aussi rappeler que le gouvernement Sarkozy-Fillon a réduit le taux d'imposition des plus riches (le taux d'imposition de la tranche la plus haute est passé de 45 % à 40 %, puis ramené à 41 %). Ici aussi les riches restent largement gagnants.

4. Conséquences graves pour le monde du travail

Les mesures annoncées vont avoir un impact négatif sur le revenu et le pouvoir d'achat des ménages et par voie de conséquence sur l'activité économique et l'emploi.

Deux exemples :

- Taxe sur le sucre ajouté

Le gouvernement prévoit d'augmenter une série de taxes ; ça va jusqu'à la caricature : il s'agit d'augmenter la taxe sur les boissons à sucre ajoutée.

Le pays a besoin de valeur ajoutée, le gouvernement augmente la taxe sur le sucre ajoutée !

- Gel des dotations des collectivités

Le premier ministre a affiché son intention de geler les dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Cette mesure aura trois effets graves pour les populations et pour l'économie :

1°) hausse des taxes et impôts locaux ;

2°) baisse des effectifs dans les services ;

3°) baisse de l'investissement public : il faut rappeler que les collectivités territoriales réalisent aujourd'hui 70 % des investissements publics. Le gel des dotations conduira à une baisse de ces investissements, avec comme conséquence une dégradation des services publics et des infrastructures.

Cette mesure risque aussi de pousser les collectivités à chercher de l'argent sur les marchés financiers.

Nasser Mansouri-Guilani